

## Sommet sur le changement climatique (COP21)

# NOURI: LA RÉUSSITE DE LA COP21, VŒU DE L'ALGÉRIE

*Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouahab Nouri, a affirmé dimanche à Paris que la réussite du sommet sur le changement climatique (COP21) est le vœu des autorités algériennes.*

**A** l'instar des autres pays, l'Algérie a un rôle à jouer dans cette COP21. Aujourd'hui, nous nous réunissons dans cette ultime rencontre qui va nous permettre de transcender nos difficultés, apparues au grand jour à Bonn, et notre rôle est de faire de telle sorte pour que la COP21 soit une réussite», a déclaré le ministre dans un entretien à l'APS en marge des travaux de la pré-COP21. C'est le vœu des autorités algériennes et à leur tête le président de la République, Abdelaziz Bouteflika», a-t-il souligné. Pour le ministre, l'Algérie veut que le sommet mondial sur le changement climatique, qui se déroulera à Paris du 30 novembre au 11 décembre, réussisse dans le sens où, a-t-il expliqué, nous avons toujours rappelé que notre pays n'a pas de responsabilité historique dans cette affaire (réchauffement climatique), ni par le passé, ni présentement, ni dans l'avenir».

D'ailleurs, argumente-t-il, «notre mixte énergétique est propre», faisant remarquer que la production de l'énergie électrique en Algérie est à base de gaz naturel, lequel est considéré, malgré le fait qu'il soit une énergie fossile, comme une énergie propre» par rapport à d'autres sources d'énergies, comme le charbon et le pétrole. Nous sommes engagés dans cette direction et nous sommes engagés dans le cadre de la présentation de notre Contribution Prévue Déterminée au niveau national (CPDN), déposée en septembre dernier, pour dire tout simplement que, d'ici à l'horizon 2030, nous aurons à produire 27% de notre électricité à partir de l'énergie renouvelable», a indiqué le ministre, ajoutant que cet objectif peut être possible si notre pays venait à bénéficier d'un soutien financier extérieur, d'un apport technologique et d'un savoir-faire».



Abdelouahab Nouri a rappelé, dans ce sens, que plusieurs programmes sont déjà en cours» en Algérie qui dispose d'inépuisables réserves d'énergie solaire, argumentant que certaines régions enregistrent plus de 3600 heures d'ensoleillement».

C'est un véritable gisement inépuisable», a-t-il estimé soutenant ses propos par le fait que l'Algérie dispose de beaucoup d'atouts qui concourent dans la mobilisation des ressources renouvelables. «Nous avons également de la géothermie. L'Algérie est sur une nappe qu'elle partage avec des pays africains et dispose de grands espaces pour la mobilisation de tout ce qui est énergie éolienne», a-t-il expliqué, soulignant que le pays est

déjà engagé dans cette direction. Il a considéré, dans ce contexte, que barrage vert, érigé dans les années 1970 est le «témoignage» d'une vision prospective» de l'Algérie dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques.

Déjà, a-t-il dit, dans les années 1970, lorsque ce programme a été lancé l'objectif était d'arrêter la désertification du nord du pays. Nous étions en avance par rapport à ce qui se dit à l'heure actuelle». A propos du fait que l'Algérie est considérée comme un pays pollueur», en raison de sa production pétrolière, le ministre a réfuté cette accusation. Nous sommes à l'aise, à ce propos, dans la mesure où nous n'avons pas de leçons

à recevoir dans ce cadre-là. On nous dit que vous êtes un pays producteur de pétrole et, à ce titre, vous participez à l'émission des gaz à effet de serre. Notre réponse est toute simple, notre production de pétrole brut est majoritairement exportée et le peu est traité chez nous. Si un traitement se fait, il se fait hors de l'Algérie». Il a indiqué que l'Algérie s'est fixée, dans le cadre du CPDN, comme objectif de diminuer ses émissions de gaz torchés à 1% à l'horizon 2030. Les mesures que nous sommes en train de prendre en Algérie nous permettent de nous mettre au diapason des recommandations que nous souhaitons sortir de cette COP21», a-t-il conclu.

R. N.

ABDELOUAHAB NOURI :

## «L'Algérie déterminée à apporter sa contribution pour un accord»

**L**e ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouahab Nouri, a affirmé que l'Algérie était "déterminée" à apporter sa contribution pour parvenir à un accord, lors du Sommet mondial sur le climat, qui se déroulera à Paris du 30 novembre au 11 décembre.

"L'Algérie, pour ce qui la concerne, est déterminée à apporter la contribution qui est la sienne pour parvenir à un tel accord, et je tiens à réitérer, encore une fois et d'une manière solennelle, l'engagement des hautes autorités du pays, à leur tête le président de la République, Abdelaziz Bouteflika", a déclaré le ministre dans son intervention, dimanche, à la session ministérielle qui précède la COP21, dont les travaux se déroulent à huis clos. Il a tenu à rassurer les présents à cette session, une soixantaine de ministres, que l'Algérie joindra ses efforts à ceux de la communauté internationale pour faire de cet événement un "grand rendez-vous planétaire" qui, compte tenu des décisions qui seront prises, "marquera à jamais l'histoire de l'humanité". Nouri a estimé que le moment est "historique" car, a-t-il expliqué, "nous avons le devoir d'être ambitieux eu égard aux défis et aux enjeux liés aux changements climatiques". Pour répondre aux préoccupations et aux attentes de tous les pays du monde, le ministre a souligné que l'objectif recherché est de parvenir à un accord "qui prenne en considération les spécificités des différents pays dans le cadre d'une responsabilité commune, mais différenciée, et en tenant compte des capacités respectives et des circonstances natio-



Abdelouahab Nouri

nales".  
"L'aboutissement d'un tel accord ne peut se faire que sur la base d'un compromis négocié qui doit nécessairement déboucher sur un consensus que nous sommes appelés à préparer et réaliser, seule condition pouvant assurer la réussite d'un tel événement", a-t-il ajouté dans son intervention. Rappelant que, à ce jour, 156 États ont transmis leurs "Contributions prévues déterminées au niveau national" (CPDN) au secrétariat de la Convention, il a relevé que ceci représente 90% des émissions mondiales des gaz à effet de serre. Ce chiffre, a-t-il précisé, "traduit, à lui seul, la volonté politique de la communauté internationale de réussir la Conférence de Paris, en adoptant un

accord universel, ambitieux et contraignant". Même si les conditions "ne sont pas encore toutes réunies" pour arriver à réduire la température de 2°C, il a estimé que le futur accord de Paris devra organiser et formaliser le cadre pour y parvenir. "L'espoir demeure permis pour infléchir la tendance actuelle et sortir du statu quo, à travers des compromis, certes difficiles mais nécessaires", même si le chemin reste "parsemé de difficultés", a-t-il ajouté. Pour lui, il n'est point possible d'atteindre l'objectif des 2°C, sans une action "commune, durable et efficace". Ceci dépendra, a-t-il argumenté, de la volonté et de la détermination de toutes les parties, tout en considérant "les spécificités, les vulnérabilités, ainsi que les potentialités des uns et des autres".

Il a appelé, dans cette optique, l'assistance à établir la confiance entre les États qui se construira par une "capitalisation substantielle" des Fonds Verts Climat, devant atteindre les objectifs, en terme de mobilisation, maintes fois annoncés, mais, a-t-il regretté, qui "tardent à se concrétiser". "La confiance doit également se construire par un accès en des termes préférentiels aux technologies et savoir-faire qui permettent aux plus vulnérables et aux moins pourvus d'entre nous de lutter efficacement contre les effets adverses des changements climatiques", a recommandé le ministre. Il a indiqué qu'il faudra également de la foi en les capacités des uns et des autres, pour pouvoir surmonter les difficultés, transcender les "intérêts étroits et immédiats" et préserver la Planète et le bien-être de l'humanité.

## COP21

# La pré-COP achève ses travaux aujourd'hui à Paris

Les travaux de la réunion ministérielle de préparation du COP21 ont débuté dimanche à Paris pour examiner le chantier du réchauffement climatique, à trois semaines de la COP21, sommet mondial sur le climat, qui se tiendra dans la capitale française du 30 novembre au 11 décembre prochain. A l'invitation du ministre français des Affaires étrangères et du Développement international, Laurent Fabius, président de la COP21, une soixante de ministres, dont le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouahab Nouri, étaient présents pour une « répétition générale », comme l'a qualifié le MAE français à la cérémonie d'ouverture. Les travaux de la pré-COP21, qui se déroulent à huis clos ont débuté dimanche en une première session plénière pour permettre à toutes les délégations de s'exprimer sur la conduite du processus jusqu'à son aboutissement et pour préparer les discussions du lendemain. La journée de lundi a été consacrée aux travaux de groupes qui vont se pencher sur les 4

thèmes au programme. La dernière plénière, mardi, verra la présentation des conclusions des travaux de groupes, à l'issue de laquelle une conférence de presse sera animée par Laurent Fabius, Manuel Pulgar Vidal et la secrétaire exécutive de la CCNUCC, Christiana Figueres. Tous les principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre sont représentés, parmi lesquels les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, l'Union européenne et plusieurs de ses pays membres, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Indonésie, la Russie, l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe. Le ministère algérien des Ressources en eau et de l'Environnement avait indiqué dans un communiqué que l'objectif « n'est pas de négocier le texte de la plate-forme de Durban de 2011 pour une action renforcée (ADP) et examiné dernièrement à Bonn, mais d'orienter la politique nécessaire pour le processus de négociation de l'ADP ». Les propositions devraient aider l'ADP à faire des progrès (...) en vue d'un accord « ambitieux et équitable », avait

ajouté le communiqué. La pré-COP21 tentera de trouver, durant les trois jours des travaux, des compromis « possibles » pour une action renforcée en vue d'un accord « ambitieux et équitable ». Quatre thèmes seront abordés au cours de ces travaux, selon un document d'information remis à la presse, avec comme objectif premier d'amener tous les pays à « accepter le principe d'une clause de révision des contributions nationales avec la mention d'une périodicité ». Pour l'équité de l'accord, les pays en développement souhaitent que les responsabilités passées et les capacités de chacun soient prises en compte. « Si le principe est acté, les modalités de mise en œuvre restent encore à discuter », précise le document. Il s'agit également, durant les trois jours, de réfléchir sur les financements possibles après 2020 et sur les actions concrètes qui doivent être entreprises d'ici à 2020, date d'entrée en vigueur du nouvel accord.

(Source : APS)

Réunion préparatoire  
COP21

## **Examen du chantier du réchauffement climatique**

**L**es travaux de la réunion ministérielle de préparation du COP21, ont débuté dimanche à Paris pour examiner le chantier du réchauffement climatique, à trois semaines de la COP21, sommet mondial sur le climat, qui se tiendra dans la capitale française du 30 novembre au 11 décembre prochain. A l'invitation du ministre français des Affaires étrangères et du Développement international, Laurent Fabius, président de la COP21, une soixante de ministres, dont le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouahab Nouri, étaient présents pour une «répétition générale», comme l'a qualifié le MAE français à la cérémonie d'ouverture. Dans son intervention, Laurent Fabius a affirmé qu'il faudra «tout faire» pour une réussite de la COP21 que toute la planète attend, rappelant que «beaucoup de travail a été accompli et beaucoup de chemin fait, mais le dernier kilomètre reste encore difficile». C'est pour cette raison, a-t-il argumenté, que «nous partageons l'ambition d'un compromis pour la COP21» pour arriver à un accord qui «nous rassemble tous». Pour sa part, le ministre péruvien de l'Environnement et président de la COP20, Manuel Pulgar-Vidal, a indiqué que le monde entier est dans l'attente d'un accord et «nous devons, a-t-il dit, leur donner l'espoir». Les travaux de la pré-COP21, qui se déroulent à huis clos et se terminent mardi par une déclaration, «doivent donner un signal politique fort» à la communauté internationale pour que «nous puissions, a-t-il expliqué, arriver à un consensus». La pré-COP21 tentera de trouver, durant les trois jours des travaux, des compromis «possibles» pour une action renforcée en vue d'un accord «ambitieux et équitable».

**DD** **MINISTÈRE DES RESSOURCES EN EAU**  
Le secrétaire général du ministère des Ressources en eau et de l'Environnement, Belkateb El Hadj, effectuera aujourd'hui une visite de travail dans la wilaya d'Ouargla.



## **Ministère des Ressources en eau**

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouahab Nouri, participe du 8 au 10 novembre à la réunion ministérielle informelle prévue à Paris en préparation de la COP21.



## LES RAPPORTS ALARMANTS DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'OMM SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

# L'Algérie œuvre pour la réussite de la COP 21, souligne Nouri

**LES PARTICIPANTS À LA COP 21, la conférence internationale de Paris sur les changements climatiques qui débute le 30 du mois en cours, ont du pain sur la planche et surtout une lourde responsabilité.**

**I**s devront sortir avec des solutions à même de sauver la Terre. Ils doivent déboucher sur un accord limitant les gaz à effet de serre. Le rapport de la Banque mondiale démontre la gravité de la situation et l'urgence de prendre des actions draconiennes pour limiter les dégâts engendrés par le réchauffement climatique. Publié dimanche dernier, le rapport fait état que d'ici à 2030, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté augmentera de 100 millions.

L'impact serait également sanitaire dans la mesure où il est attendu à ce qu'il y ait une augmentation de 5% de nombre d'habitants exposés au paludisme. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a également alerté dans son rapport annuel que les gaz à effet de serre ont atteint un niveau de concentration record en 2014. En visite à Paris, le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouahab Nouri, a affirmé «que la réussite du sommet sur le changement climatique (COP21) est le vœu des autorités algériennes». «L'Algérie est déterminée à apporter la

contribution qui est la sienne pour parvenir à un tel accord et je tiens à réitérer, encore une fois et d'une manière solennelle, l'engagement des hautes autorités du pays», a-t-il déclaré à la session ministérielle qui précède la COP21. Nouri a ajouté que l'Algérie a engagé une politique allant dans ce sens rappelant que «l'Algérie n'a pas de responsabilité historique dans cette affaire (réchauffement climatique), ni par le passé, ni présentement, ni dans l'avenir».

### «NOUS N'AVONS PAS DE LEÇONS À RECEVOIR»

Il a fait remarquer que la production de l'énergie électrique en Algérie est à base de gaz naturel, lequel est considéré, malgré le fait qu'il soit une énergie fossile, comme une énergie propre par rapport à d'autres sources d'énergie, comme le charbon et le pétrole.

«D'ici à l'horizon 2030, nous aurons à produire 27% de notre électricité à partir de l'énergie renouvelable», précisant que cet objectif peut être possible «si notre pays venait à bénéficier d'un soutien financier extérieur, d'un apport technologique et d'un savoir-faire», a souligné Nouri.

«Plusieurs programmes sont déjà en cours», a-t-il avancé soulignant que l'Algérie dispose d'inépuisables réserves d'énergie solaire. Nouri a tenu à préciser que «l'Algérie n'est pas un pays pollueur. Nous sommes à l'aise, à ce propos, dans la mesure où nous n'avons pas de leçons à recevoir dans ce cadre-là.

On nous dit que vous êtes un pays producteur de pétrole et, à ce titre, vous participez à l'émission de gaz à effet de serre. Notre réponse est toute simple, notre production de pétrole brut est majoritairement exportée» ajoutant que l'Algérie a tracé l'objectif de diminuer ses émissions de gaz torchés à 1% à l'horizon 2030.

■ R. N./APS

## الدورة الوزارية التحضيرية للقمة العالمية حول المناخ نوري: الجزائر ستقدم مساهمتها من أجل التوصل إلى اتفاق

فإن اتفاق باريس المقبل من المفروض أن ينظم ويحضر الإطار اللازم للتوصل إلى هذا. وأضاف، أن «الأمل يبقى قائما لتغيير التوجه الحالي والخروج من الوضع الثابت من خلال اتفاقات صعبة في الحقيقة ولكنها ضرورية»، حتى وإن كان الطريق ما زال «مليئا بالمراقيل». واعتبر أنه من غير الممكن بلوغ هدف 2 دون عمل «مشترك ودائم وفعال».

وأوضح الوزير، أن هذا مرتبط بإرادة وعزم جميع الأطراف، مع مراعاة «خصوصيات وحساسيات وكذا قدرات هؤلاء وهؤلاء».

ومن هذا المنظور، دعا إلى المساعدة على إقرار الثقة بين الدول التي تبنى من خلال «رسمة معتبرة» للصناديق الخضراء الخاصة بالمناخ التي تمكن من بلوغ الأهداف فيما يخص التعبئة التي تم الإعلان عنها مرارا ولكن «تحقيقها يتأخر»، بحسب ما تأسف المتحدث.

وقال الوزير، إن «الثقة يجب أن تبنى أيضا بالحصول على التكنولوجيات والمهارة التي تمكن الأشخاص الأكثر هشاشة من الكفاح بفعالية ضد التأثيرات السلبية للتغيرات المناخية».

وأوضح، أنه يجب الثقة أيضا في قدرات الجميع للتمكن من تجاوز الصعوبات وتجاوز «المصالح الضيقة والأنية» والحفاظ على الكوكب وعلى ازدهار الإنسانية.



وأضاف يقول، إنه «لا يمكن التوصل إلى مثل هذا الاتفاق إلا على أساس حل وسط يتم التفاوض عليه والذي يجب أن يفضي إلى إجماع، علينا تحضيره وتحقيقه، وهو الشرط الوحيد الذي من شأنه ضمان نجاح هذا الحدث».

ويعد تذكره بأن 156 دولة قامت لحد الآن بتقديم «مساهمتها المقررة والمحددة على المستوى الوطني» لأمانة الاتفاقية، أشار إلى أن ذلك يمثل 90% من الانبعاثات العالمية للغازات المتسببة في الاحتباس الحراري.

وأكد أن هذا الرقم «يترجم لوحده الإرادة السياسية للمجموعة الدولية في إنجاح ندوة باريس من خلال تبني اتفاق عالمي طموح وملزم». واعتبر أنه حتى وإن لم «يتم تجميع كل الشروط» للتوصل إلى تقليص درجة الحرارة إلى 2

أكد وزير الموارد المائية والبيئة عبد الوهاب نوري، أن الجزائر «عازمة» على تقديم مساهمتها للتوصل إلى اتفاق خلال القمة العالمية حول المناخ المقررة من 30 نوفمبر إلى 11 ديسمبر المقبل بباريس.

صرح الوزير في تدخل له، أمس الأول، خلال الدورة الوزارية التي سبقت القمة والتي جرت أشغالها في جلسة مغلقة يقول، إن «الجزائر عازمة على تقديم مساهمتها للتوصل إلى مثل هذا الاتفاق. وأود أن أجدد مرة أخرى وبصفة علنية، التزام السلطات العليا للبلد وعلى رأسها رئيس الجمهورية عبد العزيز بوتفليقة».

وأبى الوزير إلا أن يطمن الحاضرين في هذه الدورة (60 وزيرا)، بأن الجزائر ستضم جهودها للمجتمع الدولي لجعل هذا الحدث «موعدا عالميا» والذي، بالنظر إلى القرارات المتخذة، «سيسجل إلى الأبد في تاريخ الإنسانية».

واعتبر نوري أن هذا الموعد «تاريخي» لأنه «يتوجب علينا أن نكون طموحين، نظرا للتحديات والرهانات المتعلقة بالتغيرات المناخية».

وللاستجابة لتطلعات دول العالم، أشار الوزير إلى أن الهدف المرجو يتمثل في التوصل إلى اتفاق «يأخذ بعين الاعتبار خصوصيات مختلف الدول في إطار المسؤولية المشتركة ولكن المتباينة، مع أخذ القدرات الخاصة والظروف الوطنية بالحسبان».